

Israël vient d'entrer dans l'ère de l'Amérique d'après Trump

Par Zvika Klein

J'aurais pu écrire la chronique attendue en vingt minutes.

Cet accord est mauvais pour Israël. On nous a laissés à l'extérieur de la salle des négociations, on nous a ordonné de cesser les opérations au Liban, et l'administration qui ne cesse de nous présenter comme son plus proche allié nous a fait la leçon une heure à peine avant de signer avec le régime qui a tenté de nous tuer pendant quatre mois.

Tout cela est vrai. Après les derniers mois que nous venons de traverser, avec les sirènes d'alarme et les nuits passées dans les abris, je ressens les choses exactement comme vous.

Et je suis loin d'être le seul. La colère a été générale. Bezalel Smotrich a qualifié l'accord de « mauvais pour Israël et pour tout le monde libre » ; Itamar Ben Gvir a déclaré qu'Israël « n'est pas une république bananière » ; Naftali Bennett l'a décrit comme « un échec historique ». De son côté, Ehud Barak a affirmé que la guerre avait laissé un Iran « fort » et un Israël « affaibli ». Quant à un sondage de l'Institut israélien pour la démocratie, il montre que 57,5 % des Israéliens estiment que cet accord porte atteinte à notre sécurité.

Benjamin Netanyahou, lui, n'a même pas essayé de défendre l'accord ; il a préféré se défendre lui-même.

À vrai dire, lorsque le ministre des Finances et Ehud Barak sont d'accord sur un même sujet, cela éveille toujours chez moi une certaine méfiance.

J'ai donc décidé de m'arrêter un instant afin de comprendre ce qui se cache derrière ce sentiment de trahison. Car lorsqu'on regarde la situation sous un autre angle, cette prétendue « trahison » ressemble davantage à une promotion de notre statut, que nous avons simplement du mal à accepter — sans doute parce qu'elle est arrivée sans les accolades ni les paroles chaleureuses auxquelles nous étions habitués.

Durant toute notre histoire, les États arabes, la Turquie et l'Iran disposaient, de fait, d'un droit de veto sur l'établissement d'un véritable partenariat entre Washington et Jérusalem. Ce veto a désormais disparu.

Ces derniers mois, j'ai rencontré de hauts responsables militaires qui décrivaient les combats menés côte à côte avec l'armée américaine comme une expérience qu'ils raconteront un jour à leurs petits-enfants. Ils ne parlaient pas d'un rêve ou d'une théorie, mais d'une réalité vécue sur le terrain. Une telle alliance n'est véritablement née qu'au cours des dix-huit derniers mois.

Une personnalité très proche de l'actuelle Maison-Blanche me l'a résumé en deux mots : « une valeur sûre ».

Il existe aujourd'hui un respect authentique, un respect qui survivra longtemps après qu'un président ou un autre aura quitté ses fonctions.

Il est peut-être temps d'ouvrir les yeux sur cet « amour » dont nous sommes si nostalgiques. Les présidents américains qui proclamaient le plus bruyamment leur

affection pour Israël étaient précisément ceux qui, pendant des années, retardaient les livraisons d'armes, faisaient pression sur nous pour créer un État palestinien et exigeaient le partage de Jérusalem.

Ils nous admiraient... tout en nous dictant notre conduite.

Cette manière de concevoir la relation est en train de laisser place à quelque chose de nouveau.

L'ancienne mélodie évangélique, qui considérait le retour du peuple juif sur sa terre comme un chapitre biblique appartenant à une autre histoire, s'éloigne progressivement de Washington.

Donald Trump continuera peut-être à proclamer, devant une salle pleine de monde : « Sans moi, il n'y aurait pas eu d'Israël. » Mais c'est précisément ainsi que parle un protecteur lorsqu'il évoque son protégé.

Et il existe ici une réalité que peu de gens osent exprimer à voix haute.

Si l'on regarde au-delà de cet accord et au-delà même de Trump, on comprend que cette relation bilatérale sera bientôt façonnée par d'autres mains. Les rôles passeront à ceux qu'il appelle son « équipe de rêve » : J. D. Vance et Marco Rubio, qui définiront probablement les relations américano-israéliennes durant la prochaine décennie à partir de la même équipe présidentielle.

Nous aimons rappeler que Rubio est un ami d'Israël. C'est vrai. Mais Rubio représente surtout la fin d'une époque, tandis que Vance incarne le modèle de la suivante : un respect pragmatique, débarrassé de la dévotion inconditionnelle d'autrefois.

C'est vers cette direction que se dirige aujourd'hui le Parti républicain.

Le plus révélateur se cache d'ailleurs dans les détails. Mike Needham, principal conseiller de Rubio au Département d'État, tient exactement le même discours que Vance. Il affiche une indifférence presque totale à la question de savoir si l'on aime Israël ou non.

Lorsque même les rouages internes du camp traditionnellement pro-israélien se débarrassent de toute dimension affective, cela signifie que le changement est déjà consommé.

Avec cette approche plus froide ont également disparu les leçons de morale. La nouvelle génération des dirigeants américains n'éprouve plus le moindre sentiment particulier à l'égard de la question palestinienne. Elle n'a pas de plan caché dans un tiroir, pas de carte prévoyant le partage de notre territoire.

La semaine même où quatre-vingt-dix-neuf députés de la Knesset ont voté contre la création d'un État palestinien, la relève du Parti républicain a clairement laissé entendre qu'elle avait tout simplement perdu tout intérêt pour ce projet.

À l'intérieur même du parti, une véritable bataille est désormais engagée contre une aile qui glisse vers un antisémitisme de plus en plus explicite, et il est loin d'être impossible que les modérés finissent par perdre ce combat.

Ces responsables politiques éprouvent une profonde indifférence à notre égard. Or, avec l'indifférence, il est encore possible de travailler et de construire des alliances, à condition de renoncer à ce besoin désespéré d'être aimés.

Le camp des « faucons » a naturellement une réponse toute prête à cette analyse, et je la partage en grande partie. De quelle promotion parle-t-on, alors que le régime des mollahs est toujours debout ? L'uranium enrichi demeure enfoui sous terre ; le Hezbollah, certes meurtri, respire encore ; et la télévision officielle iranienne proclame sa victoire. Une promotion éclatante, vraiment...

Ces arguments sont fondés. Mais ils passent à côté d'un point essentiel.

En réalité, l'idée qu'un régime entier puisse être renversé par une campagne de frappes aériennes n'a jamais été qu'une illusion. Ceux qui promettaient un tel résultat entretenaient des attentes irréalistes.

Le maximum que cette guerre pouvait raisonnablement produire était un Iran humilié, une direction politique profondément déstabilisée, un réseau de supplétifs sévèrement affaibli et un recul significatif du programme nucléaire iranien.

Or, c'est précisément ce qui s'est produit.

Et tout cela alors même que la première puissance mondiale choisissait désormais de nous traiter comme un partenaire stratégique plutôt que comme un dossier diplomatique à gérer.

Ces objectifs ont été atteints.

L'écart entre la réalité et les promesses grandiloquentes est une facture qu'il convient de présenter à ceux qui ont gonflé les attentes suscitées par cette guerre — certainement pas à Washington.

Il faut donc lire cet accord pour ce qu'il est avant tout : un produit de la politique intérieure américaine.

Dans cinq mois auront lieu les élections de mi-mandat, alors que les démocrates regagnent progressivement du terrain. Les Iraniens ont volontairement prolongé les hostilités afin de faire pression sur le consommateur américain. Le président, soucieux de conserver le contrôle de la Chambre des représentants, devait donc mettre rapidement un terme au conflit.

À présent, les détroits sont de nouveau ouverts à la navigation, le pétrole circule à nouveau librement, les prix du carburant commencent à baisser, et le président peut enfin respirer.

Lorsque J. D. Vance est venu défendre l'accord à la télévision, il l'a présenté comme « une excellente journée pour le peuple américain », sans pratiquement faire la moindre allusion à Israël.

En une seule phrase, tout notre nouveau statut était résumé.

Ce que nous avons vécu comme un référendum sur notre propre survie s'est révélé, dans les coulisses du pouvoir à Washington, n'être qu'une discussion très pragmatique sur le prix de l'essence en Pennsylvanie.

L'homme qui m'avait suggéré de considérer cette évolution comme une « valeur sûre » est plus optimiste que moi. C'est précisément sur ce point que nos chemins se séparent.

Cette semaine, dans l'émission de Megyn Kelly, celle-ci a soumis à J. D. Vance les critiques sévères formulées contre l'accord par John Podhoretz, l'une des figures les plus influentes du conservatisme pro-israélien américain.

Vance est resté parfaitement impassible.

Selon lui, Podhoretz « dévoilait ses cartes » en faisant passer les intérêts d'Israël avant le prix de l'essence payé par les citoyens américains.

Confronté à une critique directe en direct à la télévision, celui qui pourrait bien occuper le Bureau ovale dans quelques années a choisi de regarder avant tout... la pompe à essence de ses électeurs.

Le respect obéit aux lois de la politique électorale. Il se mesure en bulletins de vote.

Il disparaît aussitôt qu'une roquette tombe sur Kiryat Shmona à trois heures du matin, dès lors que cet événement ne possède aucune valeur politique pour un électeur de l'Ohio.

Concluons donc par un pari que vous pourrez vérifier dans les mois à venir.

Le respect demeurera, mais le filet protecteur auquel nous nous étions habitués s'effritera progressivement.

Le premier test interviendra probablement avant la fin de l'année, vraisemblablement sur le front libanais, au moment où expirera la fenêtre des soixante jours, à une date qui coïncidera sans doute avec notre propre campagne électorale.

Lorsque viendra cette épreuve, Washington pèsera nos intérêts face aux siens. Et certains jours, la balance penchera contre nous.

D'ici là, notre devoir est de mettre de côté aussi bien le deuil que les célébrations.

Nous devons transformer ce respect nouvellement acquis dans la seule monnaie qui résiste aux fluctuations de l'humeur des autres : développer de manière autonome nos capacités militaires, produire nous-mêmes les armes dont nous avons besoin, tisser des alliances diplomatiques créatives, du Somaliland jusqu'au Kazakhstan, et surtout bâtir un État qui cesse de faire dépendre son existence du besoin d'être aimé de l'extérieur.

Cette approche peut paraître froide, surtout un matin où une roquette s'abat sur notre territoire tandis que Washington garde un silence assourdissant.

Mais ce silence même, celui auquel nous avons assisté cette semaine, est peut-être la bande sonore d'un phénomène plus profond : celui d'un petit État qui commence enfin à reprendre les clés de son destin.

Des dirigeants américains qui ne nous admireront sans doute jamais, mais qui choisissent de nous considérer avec un respect véritable, valent peut-être mieux que des admirateurs qui prétendaient nous aimer tout en nous dictant notre conduite.

En définitive, c'est peut-être cela, la véritable maturation de notre relation avec les États-Unis.

C'est une évolution que nous aurions dû entreprendre depuis longtemps.

Elle exigera de nous des sacrifices considérables.

La seule question qui demeure est de savoir si, au bout du compte, le prix à payer ne sera pas inférieur aux bénéfices que nous en retirerons.

*Extrait de l'éditorial du **Jerusalem Post**, 19 juin 2026*